

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Beauharnois | 70022 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Anne-Marie Duval, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Beauharnois pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 26 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Beauharnois**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Beauharnois** et de ses organismes contrôlés et partenariats (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Beauharnois** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville n'a pas obtenu les informations concernant le coût lié à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers, aux charges ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Beauharnois** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener du groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 26 mai 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	34 019 034	33 218 495	29 098 751
Compensations tenant lieu de taxes	2	623 681	623 560	687 920
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 385 672	4 411 283	963 881
Services rendus	5	1 555 436	1 721 999	1 721 706
Imposition de droits	6	2 081 470	2 075 187	2 587 860
Amendes et pénalités	7	250 000	295 112	304 923
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	455 030	895 029	635 934
Autres revenus	10	70 000	3 145 263	2 061 632
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	40 440 323	46 385 928	38 062 607
Charges				
Administration générale	14	6 722 937	5 952 847	5 320 252
Sécurité publique	15	7 103 182	7 611 802	6 233 320
Transport	16	4 411 675	6 188 145	5 891 171
Hygiène du milieu	17	7 004 037	8 090 055	7 403 716
Santé et bien-être	18	117 603	761 870	110 904
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 672 988	4 056 104	2 039 843
Loisirs et culture	20	6 077 109	6 354 834	5 292 210
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 050 761	2 036 392	1 735 149
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	36 160 292	41 052 049	34 026 565
Excédent (déficit) lié aux activités	25	4 280 031	5 333 879	4 036 042
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		82 666 520	78 630 478
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		82 666 520	78 630 478
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		88 000 399	82 666 520

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 379 132	10 711 690
Débiteurs (note 5)	2	17 388 184	16 938 364
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	3 417 865	4 996 203
	8	32 185 181	32 646 257
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	600 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	9 382 143	7 541 292
Revenus reportés (note 11)	12	1 122 897	1 428 927
Dette à long terme (note 12)	13	64 150 993	63 502 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	190 000	190 000
	16	75 446 033	72 662 321
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(43 260 852)	(40 016 064)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	130 227 463	121 586 766
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	505 947	505 947
Stocks de fournitures	20	388 743	379 280
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	139 098	210 591
	23	131 261 251	122 682 584
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	88 000 399	82 666 520
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	88 000 399	82 666 520
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	88 000 399	82 666 520

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 280 031	5 333 879	4 036 042
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	14 239 704)	6 345 762)
Produit de cession	3		117 169	17 314
Amortissement	4		5 409 677	5 472 884
(Gain) perte sur cession	5		72 161	11 149
Réduction de valeur / Reclassement	6			55 011
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(8 640 697)	(789 404)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			46 686
Variation des stocks de fournitures	10		(9 463)	(36 472)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		71 493	(24 806)
	13		62 030	(14 592)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 280 031	(3 244 788)	3 232 046
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(40 016 064)	(43 248 110)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(40 016 064)	(43 248 110)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(43 260 852)	(40 016 064)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 333 879	4 036 042
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 409 677	5 472 884
Autres			
▪ Perte sur disposition d'immobilisations	3.1	72 161	11 149
▪ Reclassement	3.2		55 011
	4	10 815 717	9 575 086
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(449 820)	(634 015)
Autres actifs financiers	6	1 578 338	(4 996 203)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 840 851	1 254 497
Revenus reportés	8	(306 030)	441 639
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		46 686
Stocks de fournitures	11	(9 463)	(36 472)
Autres actifs non financiers	12	71 493	(24 806)
	13	13 541 086	5 626 412
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	14 239 704)(	6 345 762)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	117 169	17 314
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(14 122 535)	(6 328 448)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	12 198 616	9 581 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	11 563 648)(	5 115 611)
Variation nette des emprunts temporaires	26	600 000	(1 059 435)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	13 923	43 859
Autres			
▪	28.1		
	29	1 248 891	3 449 813
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	667 442	2 747 777
Solde déjà établi	31	10 711 690	7 963 913
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	10 711 690	7 963 913
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	11 379 132	10 711 690

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beauharnois a été constituée le 1er janvier 2002 suite au décret 1479-2001 daté du 12 décembre 2001 en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements. Cette ville est issue du regroupement des trois municipalités suivantes:

Ville de Beauharnois
 Ville de Maple Grove
 Village de Melocheville

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Beauharnois excluant l'organisme qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay pour l'exercice est de 21,99 % (21,83 % en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Assainissement des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux, Fonds de développement, Fonds de carrière et sablières ainsi que du Fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût, établi selon la méthode du coût distinct, et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation) les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 015 575	10 514 646
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	363 557	197 044
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	11 379 132	10 711 690
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	11 379 132	10 711 690
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	6 842 384	6 435 090
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	7 625 851	1 548 000

Note

Les équivalents de trésorerie au 31 décembre 2024 sont constitués de comptes Avantage entreprise.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 902 263	2 009 222
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 669 120	8 530 318
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 381 351	1 671 263
Organismes municipaux	13	178 233	239 249
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	2 257 217	4 488 312
	15	17 388 184	16 938 364
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 615 071	6 764 021
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 615 071	6 764 021
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	29 138	29 138
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	7 663 223	7 153 691
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25	995 584	1 058 613
Autres ministères/organismes	26	1 010 313	318 014
	27	9 669 120	8 530 318

Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à taux variant de 0,50 % à 4,575 % (2023 - 0,50 % à 4,575 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2025 et 2043 (2023 – 2024 et 2041).

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	3 417 865	4 996 203
Autres			
▪	41.1		
	42	3 417 865	4 996 203

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville dispose d'une marge de crédit dont le montant autorisé s'élève à 8 046 870 \$ au taux préférentiel pour ses activités de fonctionnement dont 0 \$ est utilisé au 31 décembre 2024. Cette marge est renouvelable annuellement.

La ville dispose également d'un prêt à terme dont le montant autorisé s'élève à 5 300 000 \$ au taux préférentiel pour ses activités d'investissement dont 600 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2024. Ce prêt à terme prend échéance en avril 2027.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 353 919	2 868 645
Salaires et avantages sociaux	44	1 532 756	1 277 799
Dépôts et retenues de garantie	45	2 647 154	2 304 812
Provision pour contestations d'évaluation	46	2 033 570	338 588
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	47.1	406 057	393 790
▪ Organismes municipaux	47.2	330 549	357 658
▪ Gouvernement du Québec	47.3	78 138	
	48	9 382 143	7 541 292

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Programme TAPU	54.1		348 455
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	238 303	231 346
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	372 880	571 073
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	76 481	51 736
▪ Fonds de développement	62.2	431 769	223 417
▪ Fonds de stationnement	62.3	3 464	2 900
	63	1 122 897	1 428 927

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 372 880 \$ (2023 – 571 073 \$) pour le Fonds – Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 238 303 \$ (2023 – 231 346 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,35	2025	2049	64	64 589 546	63 954 578
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	64 589 546	63 954 578
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(438 553)	(452 476)
					72	64 150 993	63 502 102

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	4 050 654			4 050 654
2026	74	3 870 907			3 870 907
2027	75	3 989 571			3 989 571
2028	76	3 608 856			3 608 856
2029	77	3 717 841			3 717 841
2030 et plus	78	45 351 717			45 351 717
	79	64 589 546			64 589 546
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	64 589 546			64 589 546

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	448 715
Autres régimes (REER et autres)	88	238 270
Régimes de retraite des élus municipaux	89	29 474
	90	716 459
		366 182
		182 999
		33 911
		583 092

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	190 000	190 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94	190 000	190 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	23 517 432		547 416	22 970 016
Eaux usées	102	35 397 839		593 777	34 804 062
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	55 226 014	1 114 075	95 328	56 244 761
Autres					
▪ Autres	104.1	8 284 450	52 039		8 336 489
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	32 191 599	120 481	469 463	31 842 617
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	4 443 270	647 498	368 714	4 722 054
Ameublement et équipement de bureau	109	666 420	355 085	19 515	1 001 990
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 925 902	391 613	187 368	3 130 147
Terrains	111	4 055 911			4 055 911
Autres	112				
	113	166 708 837	2 680 791	2 281 581	167 108 047
Immobilisations en cours	114	22 479 128	11 558 913		34 038 041
	115	189 187 965	14 239 704	2 281 581	201 146 088
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	8 420 307	577 398	547 416	8 450 289
Eaux usées	117	15 853 791	853 979	593 777	16 113 993
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	24 654 099	1 827 182	95 328	26 385 953
Autres					
▪ Autres	119.1	3 218 155	365 892		3 584 047
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	12 093 662	1 131 842	469 463	12 756 041
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 632 608	289 368	180 762	1 741 214
Ameublement et équipement de bureau	124	354 835	130 655	18 137	467 353
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 373 742	233 361	187 368	1 419 735
Autres	126				
	127	67 601 199	5 409 677	2 092 251	70 918 625
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	121 586 766			130 227 463
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	3 923 812	5 502 150
Autres	134		
	135	3 923 812	5 502 150
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	3 417 865	4 996 203
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	505 947	505 947

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	139 098	210 591
Autres			
▪	144.1		
	145	139 098	210 591

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 170 862 \$ relativement à l'entretien des logiciels informatiques, des sentiers et de l'aréna, au déneigement, à l'analyse d'échantillons d'eau, au contrôle des animaux, etc. Les versements estimatifs relativement à ces engagements se répartissent comme suit:

2025	94 553 \$
2026	45 666 \$
2027	30 643 \$

De plus la ville s'est engagé à verser des don à des organismes pour 245 368 \$. Les versements relatives à ces dons se répartissent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025	128 184 \$
2026	117 184 \$

20. Droits contractuels

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 749 565 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2025	88 355 \$
2026	77 488 \$
2027	67 188 \$
2028	61 851 \$
2029	56 836 \$
203 et suivantes	397 847 \$

Contrats de location

La ville a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2025 et 2040 et prévoient les revenus suivants:

2025	54 090 \$
2026	53 950 \$
2027	55 249 \$
2028	56 199 \$
2029	29 523 \$
2030 et suivantes	43 613 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Poursuites

La Ville est poursuivie conjointement avec la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry pour des dommages subis dans le cadre de l'application du schéma d'aménagement. La somme réclamée à la Ville de Beauharnois est de 18 554 806 \$ ou subsidiairement de 23 394 806 \$.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financier nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Non en souffrance :	10 749 261	12 135 074
En souffrance :		
Moins de 30 jours	194 318	574 651
de 30 à 60 jours	33 979	13 363
plus de 60 jours	484 084	434 931
	11 461 642	13 158 019
Moins la provision pour créances douteuses	(29 138)	(29 138)
Total	11 432 504	13 128 881

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

	<u>2024</u>
Solde au début	29 138
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	-
Montants recouverts	-
Solde à la fin	29 138

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunts	600 000	-	-	-	600 000
Créditeurs et charges à payer	6 074 351	-	-	-	6 074 351
Intérêts courus à payer	406 057	-	-	-	406 057
Dettes	4 050 654	11 469 334	7 389 688	41 679 870	64 589 546
Total	11 131 062	11 469 334	7 389 688	41 679 870	71 669 954

2023	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunts	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	5 982 847	-	-	-	5 982 847
Intérêts courus à payer	393 790	-	-	-	393 790
Dettes	3 814 100	11 455 084	6 939 682	41 745 712	63 954 578
Total	10 190 737	11 455 084	6 939 682	41 745 712	70 331 215

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts et sa trésorerie et équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

<u>2024</u>	<u>Taux fixe</u>	<u>Taux variable</u>	<u>Total</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	363 557	10 947 899	11 311 456
Débiteurs	8 546 344	-	8 546 344
Emprunts	-	600 000	600 000
Dettes	64 391 546	-	64 391 546
<u>2023</u>	<u>Taux fixe</u>	<u>Taux variable</u>	<u>Total</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197 044	10 438 260	10 635 304
Débiteurs	8 170 285	-	8 170 825
Emprunts	-	-	-
Dettes	63 954 578	-	69 954 578

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 451 337 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (511 484 \$ en 2023).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	29 098 751	34 019 034	33 218 495			33 218 495
Compensations tenant lieu de taxes	2	687 920	623 681	623 560			623 560
Quotes-parts	3					420 889	
Transferts	4	908 494	1 385 672	2 354 276		485	2 354 761
Services rendus	5	1 445 435	1 305 113	1 371 845		350 154	1 721 999
Imposition de droits	6	2 587 860	2 081 470	2 075 187			2 075 187
Amendes et pénalités	7	304 923	250 000	295 112			295 112
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	632 863	455 030	889 014		6 015	895 029
Autres revenus	10	(104 237)	70 000	2 877 899		17 364	2 895 263
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	35 562 009	40 190 000	43 705 388		794 907	44 079 406
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	52 156		2 056 522			2 056 522
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	2 163 948		250 000			250 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 216 104		2 306 522			2 306 522
	22	37 778 113	40 190 000	46 011 910		794 907	46 385 928
Charges							
Administration générale	23	5 116 248	6 722 937	5 724 121	228 726		5 952 847
Sécurité publique	24	6 075 148	7 103 182	7 441 616	170 186		7 611 802
Transport	25	3 678 526	4 411 675	3 897 730	2 290 415		6 188 145
Hygiène du milieu	26	5 721 319	7 004 037	6 549 773	1 540 282		8 090 055
Santé et bien-être	27	110 904	117 603	761 870			761 870
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 982 949	2 672 988	3 997 146	58 958		4 056 104
Loisirs et culture	29	4 226 083	6 118 142	5 290 108	934 395	551 220	6 354 834
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 608 614	1 953 136	1 917 236		119 156	2 036 392
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 287 034		5 222 962	(5 222 962)		
	34	33 806 825	36 103 700	40 802 562		670 376	41 052 049
Excédent (déficit) lié aux activités	35	3 971 288	4 086 300	5 209 348		124 531	5 333 879

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 971 288	4 086 300	5 209 348	5 333 879
Moins : revenus d'investissement	2	(2 216 104)	()	(2 306 522)	(2 306 522)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 755 184	4 086 300	2 902 826	3 027 357
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	5 287 034		5 222 962	5 409 677
Produit de cession	5	17 314		117 169	117 169
(Gain) perte sur cession	6	11 149		72 161	72 161
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	5 315 497		5 412 292	5 599 007
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9	46 686		1 589 190	1 589 190
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	46 686		1 589 190	1 589 190
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 211 158)	(3 628 300)	(3 595 115)	(3 788 847)
	18	(3 211 158)	(3 628 300)	(3 595 115)	(3 788 847)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(857 917)	(600 000)	(213 088)	(213 088)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		600 000	355 000	355 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	87 388	150 000	150 000	150 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(457 224)	(598 000)	(317 094)	(317 094)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(10 000)	(10 000)	(10 000)	(10 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(1 237 753)	(458 000)	(35 182)	(35 182)
	26	913 272	(4 086 300)	3 371 185	(7 017)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 668 456		6 274 011	6 391 525

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 216 104	2 306 522	2 306 522
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	201 376)(	277 989)(	) (277 989)
Sécurité publique	3 (	477 109)(	84 144)(	) (84 144)
Transport	4 (	1 866 340)(	1 526 195)(	) (1 526 195)
Hygiène du milieu	5 (	1 980 772)(	10 958 994)(	) (10 958 994)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	90 849)(	12 627)(	) (12 627)
Loisirs et culture	8 (	1 725 118)(	1 379 755)(	) (1 379 755)
Réseau d'électricité	9 () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () (
	11 (	6 341 564)(	14 239 704)(	) (14 239 704)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	4 996 203)(	10 852)(	) (10 852)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 033 000	4 572 765	4 572 765
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	857 917	213 088	213 088
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	442 147	755 735	755 735
Excédent de fonctionnement affecté	17	800 000	457 713	457 713
Réserves financières et fonds réservés	18	1 021 530	1 139 967	1 139 967
	19	3 121 594	2 566 503	2 566 503
	20	(183 173)	(7 111 288)	(7 111 288)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 032 931	(4 804 766)	(4 804 766)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 441 246	10 954 732	424 400	11 379 132
Débiteurs (note 5)	2	16 917 191	17 309 083	79 101	17 388 184
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	4 996 203	3 417 865		3 417 865
	8	32 354 640	31 681 680	503 501	32 185 181
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		600 000		600 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 497 434	9 253 452	128 691	9 382 143
Revenus reportés (note 11)	12	1 393 169	1 061 252	61 645	1 122 897
Dettes à long terme (note 12)	13	58 452 829	59 310 605	4 840 388	64 150 993
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	190 000	190 000		190 000
	16	67 533 432	70 415 309	5 030 724	75 446 033
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(35 178 792)	(38 733 629)	(4 527 223)	(43 260 852)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	114 651 349	123 478 761	6 748 702	130 227 463
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	505 947	505 947		505 947
Stocks de fournitures	20	379 280	388 743		388 743
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	197 093	124 403	14 695	139 098
	23	115 733 669	124 497 854	6 763 397	131 261 251
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	9 554 428	13 932 704	182 614	14 115 318
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 637 612	1 814 899	47 787	1 862 686
Réserves financières et fonds réservés	26	2 699 895	1 924 586	133 917	2 058 503
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(1 619 686) (	1 091 569) (	) (	1 091 569)
Financement des investissements en cours	28	(1 360 578)	(6 212 908)		(6 212 908)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	69 643 206	75 396 513	1 871 856	77 268 369
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	80 554 877	85 764 225	2 236 174	88 000 399
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	12 543 688	11 611 613	11 806 585	9 424 972
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 118 198	2 633 200	2 658 473	2 180 312
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	4 254 289	4 405 631	4 405 631	4 086 995
Autres biens et services	8	9 122 784	10 075 359	10 219 619	6 817 886
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 854 904	1 820 777	1 939 707	1 676 093
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	98 232	96 425	96 425	57 638
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		34	260	1 418
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 209 748	4 157 610	3 736 721	3 528 230
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	714 624	569 159	569 159	596 087
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		5 222 962	5 409 677	5 472 884
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances, réclamations	21.1	166 157	185 302	185 302	172 103
Frais de transactions	21.2	21 076	24 490	24 490	11 947
	22	36 103 700	40 802 562	41 052 049	34 026 565

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	14 115 318	9 733 285
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 862 686	1 637 612
Réserves financières et fonds réservés	3	2 058 503	2 767 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 091 569)	(1 619 686)
Financement des investissements en cours	5	(6 212 908)	(1 360 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	77 268 369	71 508 045
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	88 000 399	82 666 520
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	13 932 704	9 554 428
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	182 614	178 857
	11	14 115 318	9 733 285
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Auto assurance	12.1	1 000 000	1 000 000
▪ Pavage	12.2	742 287	600 000
▪ Disposition des boues	12.3	37 612	37 612
▪ Budget	12.4	35 000	
	13	1 814 899	1 637 612
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget 2025 CAE	14.1	47 787	
	15	47 787	
	16	1 862 686	1 637 612

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues	17.1	61 957	40 143
	18	61 957	40 143
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ Imprévus immobiliers - Complexe aquatique extérieur	19.1	21 990	
▪ Imprévus immobiliers - Sportplex	19.2	21 990	
▪ Imprévus opérationnels	19.3	21 990	
	20	65 970	
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	1 523 722	2 188 471
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	171 057	255 257
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	47 564	135 738
Organismes contrôlés et partenariats	26	67 947	67 947
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	120 286	80 286
Autres			
▪	30.1		
	31	1 930 576	2 727 699
	32	2 058 503	2 767 842

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)( 10 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	)( 10 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪ Emprunt déficit antérieur	55.1 (	1 091 569)(1 609 686)
	56 (	1 091 569)(1 609 686)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	1 091 569)(1 619 686)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 1 342 533	613 224
Investissements à financer	65 (7 555 441)(	1 973 802)
	66 (6 212 908)	(1 360 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 130 227 463	121 586 766
Propriétés destinées à la revente	68 3 923 812	5 502 150
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 134 151 275	127 088 916
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 134 151 275	127 088 916
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (64 150 993)(	63 502 102)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (438 553)(	452 476)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 6 615 071	6 764 021
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 1 091 569	1 609 686
	80 (56 882 906)(	55 580 871)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (56 882 906)(	55 580 871)
	83 77 268 369	71 508 045

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
▪			
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
▪			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime complémentaire de retraite pour les employés syndiqués de la ville est un régime à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux correspondant à 7,5 % du salaire brut versé à l'employé. L'employeur s'engage à injecter jusqu'à concurrence de 8 %, soit 7,5 % dans le fonds de pension RRFS-FTQ et 0,5 % dans Bâtirente si l'employé syndiqué augmente sa participation à un pourcentage équivalent ou supplémentaire. Toute participation supplémentaire à 7,5 % sera versée dans le REER collectif des employés (Bâtirente).

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106	448 715	366 182
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109		
	110	448 715
		366 182

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Des employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne retraite individuel où l'employeur contribue à un taux de 7,5 % de leur salaire brut de l'année en cours et l'employeur peut hausser sa contribution jusqu'à 8 % si l'employé injecte dans son REER un pourcentage équivalent.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112		
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114	238 270	182 999
Autres régimes 115		
	116	238 270
		182 999

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	5	6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	7 189	8 476
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	24 228	28 565
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 246	5 346
	121	29 474	33 911

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	27 623 958	26 897 866	26 897 866
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	258 027	256 674	256 674
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	27 881 985	27 154 540	27 154 540
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 367 090	2 361 102	2 361 102
Égout	13	1 917 838	1 876 900	1 876 900
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 742 676	1 723 708	1 723 708
Autres				
▪ Bacs, tarifs bacs et sacs	16.1	26 268	21 300	21 300
Centres d'urgence 9-1-1	17	83 177	80 945	80 945
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	6 137 049	6 063 955	6 063 955
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 137 049	6 063 955	6 063 955
	27	34 019 034	33 218 495	33 218 495
				29 098 751

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	24 695	24 441	28 265
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	110 526	109 388	135 095
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	313 861	310 629	353 911
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	449 082	444 458	517 271
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	174 599	179 102	170 649
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	174 599	179 102	170 649
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	623 681	623 560	687 920

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	6 000	1 482	6 854
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			(7 357)
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	71 037	133 540	18 036
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65	22 704	38 866	39 602
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71	36 570	152 756	131 352
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	622 365	622 365	
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	10 000	61 757	97 764
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	94 771	88 867	77 223
Autres	85	54 500	130 218	46 500
Réseau d'électricité	86			
	87	295 582	1 229 851	1 230 336
				409 974

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91	5 543	5 543	
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			12 364
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	2 050 979	2 050 979	
Réseau de distribution de l'eau potable	105			39 792
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128		2 056 522	52 156

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	350 534	329 820	329 820
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	736 556	736 555	736 555
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	3 000	58 050	58 050
	139	1 090 090	1 124 425	1 124 425
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 385 672	4 410 798	4 411 283
				501 751
				963 881

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	49 644	49 644	84 198
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	49 644	49 644	84 198
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179		1 686	2 383
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182		1 686	2 383
Réseau d'électricité	183			
	184	49 644	51 330	86 581

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	338 061	387 628	370 755
	188	338 061	387 628	370 755
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	135 724	54 918	26 625
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	135 724	54 918	26 625
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	81 729	104 041	70 801
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	81 729	104 041	70 801
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	85 000	109 976	107 145
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	2 250	12 152	9 719
	214	87 250	122 128	116 864

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	657 349	648 272	996 740
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	5 000	5 214	5 214
Autres	227			
	228	662 349	653 486	1 001 954
Réseau d'électricité	229			
	230	1 305 113	1 322 201	1 670 669
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 305 113	1 371 845	1 721 999
				1 721 706

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	130 015	111 181	107 660
Droits de mutation immobilière	233	1 950 000	1 960 161	2 479 303
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	1 455	3 845	897
	236	2 081 470	2 075 187	2 587 860
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	250 000	295 112	304 923
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	455 030	889 014	895 029
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(72 161)	(11 149)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		2 841 472	140 640
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			19 948
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	7 000	358 588	1 912 193
	250	7 000	3 127 899	2 061 632
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	669 489	635 306	8 043	643 349	643 349	643 682
Greffe et application de la loi	2	553 577	480 734	8 692	489 426	489 426	471 269
Gestion financière et administrative	3	1 635 646	1 678 086	54 982	1 733 068	1 733 068	1 526 590
Évaluation	4	274 675	275 554		275 554	275 554	317 236
Gestion du personnel	5	982 829	670 673	398	671 071	671 071	487 049
Autres							
▪ TI, communications, SAAQ	6.1	2 606 721	1 983 768	156 611	2 140 379	2 140 379	1 874 426
	7	6 722 937	5 724 121	228 726	5 952 847	5 952 847	5 320 252
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	4 259 775	4 399 291		4 399 291	4 399 291	4 077 814
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	2 784 866	2 850 713	170 078	3 020 791	3 020 791	2 060 078
Sécurité civile	11	12 920	8 806	108	8 914	8 914	9 168
Autres	12	45 621	182 806		182 806	182 806	86 260
	13	7 103 182	7 441 616	170 186	7 611 802	7 611 802	6 233 320
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 016 972	2 805 997	2 093 537	4 899 534	4 899 534	4 491 124
Enlèvement de la neige	15	600 633	410 523	20 103	430 626	430 626	556 645
Éclairage des rues	16	179 024	110 122	129 124	239 246	239 246	283 946
Circulation et stationnement	17	131 584	111 048	47 156	158 204	158 204	116 464
Transport collectif							
Transport en commun	18	483 462	460 040	495	460 535	460 535	442 992
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 411 675	3 897 730	2 290 415	6 188 145	6 188 145	5 891 171

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 947 933	1 645 429	360 368	2 005 797	2 005 797	1 706 701
Réseau de distribution de l'eau potable	24	531 900	423 010	196 337	619 347	619 347	635 900
Traitement des eaux usées	25	1 483 840	1 346 595	517 914	1 864 509	1 864 509	1 621 247
Réseaux d'égout	26	426 180	349 979	445 367	795 346	795 346	708 008
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	11 690	14 425	12 960	27 385	27 385	771 936
Élimination	28	746 393	907 891		907 891	907 891	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	537 109	492 668	168	492 836	492 836	552 292
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	571 222	568 705		568 705	568 705	465 003
Traitement	32						
Matériaux secs	33	343 897	415 185	1 796	416 981	416 981	432 150
Autres	34						
Plan de gestion	35	103 741	103 741		103 741	103 741	102 808
Autres	36						
Cours d'eau	37	18 754	18 754		18 754	18 754	18 610
Protection de l'environnement	38	279 033	260 556	4 064	264 620	264 620	385 601
Autres	39	2 345	2 835	1 308	4 143	4 143	3 460
	40	7 004 037	6 549 773	1 540 282	8 090 055	8 090 055	7 403 716
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	117 603	761 870		761 870	761 870	110 904
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	117 603	761 870		761 870	761 870	110 904

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 353 270	1 045 682	58 958	1 104 640	1 104 640	932 303
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	1 275 751	1 318 307		1 318 307	1 318 307	1 020 237
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	43 967	1 633 157		1 633 157	1 633 157	87 303
	53	2 672 988	3 997 146	58 958	4 056 104	4 056 104	2 039 843
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	443 832	403 933	183 183	587 116	587 116	565 759
Patinoires intérieures et extérieures	55	660 851	667 478	145 743	813 221	813 221	795 813
Piscines, plages et ports de plaisance	56	417 827	420 890	4 037	424 927	461 594	456 131
Parcs et terrains de jeux	57	1 298 718	1 020 170	176 641	1 196 811	1 290 475	864 846
Parcs régionaux	58	213 992	213 992		213 992	213 992	57 106
Expositions et foires	59						
Autres	60	1 468 398	1 185 493	118 228	1 303 721	1 303 721	1 340 183
	61	4 503 618	3 911 956	627 832	4 539 788	4 670 119	4 079 838
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	736 162	655 806	294 647	950 453	950 453	876 294
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	255 119	180 586		180 586	180 586	169 340
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	623 243	541 760	11 916	553 676	553 676	166 738
	67	1 614 524	1 378 152	306 563	1 684 715	1 684 715	1 212 372
	68	6 118 142	5 290 108	934 395	6 224 503	6 354 834	5 292 210

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 805 243	1 781 117		1 781 117	1 881 575	1 574 450
Autres frais	71	147 893	136 085		136 085	154 557	159 281
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73		34		34	260	1 418
	74	1 953 136	1 917 236		1 917 236	2 036 392	1 735 149
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		5 222 962 (	5 222 962)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 626 270	2 626 270	298 600
Usines de traitement de l'eau potable	2	801 501	801 501	362 538
Usines et bassins d'épuration	3	34 550	34 550	1 146 863
Conduites d'égout	4	5 519 457	5 519 457	96 903
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	887 470	887 470	993 223
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	96 354	96 354	277 457
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	930 760	930 760	1 513 893
Autres infrastructures	11	1 953 719	1 953 719	10 034
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	79 618	79 618	242 078
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	581 356	581 356	704 023
Ameublement et équipement de bureau	18	391 640	391 640	266 888
Machinerie, outillage et équipement divers	19	337 009	337 009	379 068
Terrains	20			54 194
Autres	21			
	22	14 239 704	14 239 704	6 345 762

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 626 270	2 626 270	298 600
Usines de traitement de l'eau potable	2	801 501	801 501	362 538
Usines et bassins d'épuration	3	34 550	34 550	1 146 863
Conduites d'égout	4	5 519 457	5 519 457	96 903
Autres infrastructures	5	3 868 303	3 868 303	2 794 607
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 389 623	1 389 623	1 646 251
	12	14 239 704	14 239 704	6 345 762

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	255 257		84 200	171 057
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 842 710	378 347		3 221 057
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	54 092 590	4 194 418	3 704 647	54 582 361
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	57 190 557	4 572 765	3 788 847	57 974 475
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 764 021		148 950	6 615 071
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 764 021		148 950	6 615 071
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	6 764 021		148 950	6 615 071
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 764 021		148 950	6 615 071
	19	63 954 578	4 572 765	3 937 797	64 589 546
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	63 954 578	4 572 765	3 937 797	64 589 546

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	59 712 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	7 555 440
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	171 057
Débiteurs	8	6 615 071
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	572 023
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	59 909 989
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	4 876 846
Endettement net à long terme	14	64 786 835
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	875 271
Communauté métropolitaine	16	280 355
Autres organismes	17	2 676 000
Endettement total net à long terme	18	68 618 461
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	68 618 461
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	19 862	19 300	18 915
Évaluation	2	271 273	272 785	314 934
Autres	3	194 606	207 904	176 413
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	18 769	18 769	18 482
Sécurité civile	6	4 571	4 571	4 572
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	471 866	458 647	440 585
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 975 899	1 872 337	1 887 680
Cours d'eau	13	18 754	18 754	18 610
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	2 345	2 835	2 152
Santé et bien-être				
Habitation	16	103 513	125 131	102 968
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	111 398	111 398	100 988
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	183 459	184 813	186 485
Autres	21	43 967	43 967	40 617
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	746 115	773 048	172 280
Activités culturelles	23	43 351	43 351	42 549
Réseau d'électricité	24			
	25	4 209 748	4 157 610	3 736 721
				3 528 230

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	14 239 704	6 337 625
Frais de financement	4		3 939
Autres	5		
	6	14 239 704	6 341 564

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,00	35,00	52 589,00	3 536 063	784 129	4 320 192
Professionnels	2						
Cols blancs	3	95,00	34,00	78 498,00	2 724 330	567 518	3 291 848
Cols bleus	4	62,00	40,00	97 972,00	3 713 864	1 019 823	4 733 687
Policiers	5						
Pompiers	6	31,00	21,00	36 009,00	1 346 218	209 761	1 555 979
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	229,00		265 068,00	11 320 475	2 581 231	13 901 706
Élus	9	7,00			291 138	51 969	343 107
	10	236,00			11 611 613	2 633 200	14 244 813

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	133 540	626 718	1 424 261		2 184 519
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	38 866				38 866
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 687 744	5 543	5 148	488 978	2 187 413
	7	1 860 150	632 261	1 429 409	488 978	4 410 798

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	38 417	52 396
	4	38 417	52 396
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	13 763	12 861
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	13 763	12 861
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	175 985	193 546
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	175 985	193 546
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	250 243	97 495
Réseau de distribution de l'eau potable	18	51 593	53 642
Traitement des eaux usées	19	427 750	468 504
Réseaux d'égout	20	11 780	12 888
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	741 366	632 529
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	177 207	2 559
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	615 677	581 736
Autres	36		24 077
	37	792 884	608 372
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	117 059	67 959
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	37 762	40 951
Autres	40		
	41	154 821	108 910
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 917 236	1 608 614

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alain Dubuc	1.1 Maire	71 702	19 422	13 374	
Dominique Bellemare	1.2 Conseiller	19 440	9 720		
Mario Charette	1.3 Conseiller	19 440	9 720		
Manon Fortier	1.4 Conseiller	19 440	9 720		
Francis Laberge	1.5 Conseiller	19 440	9 720		
Jocelyne Rajotte	1.6 Conseiller	19 440	9 720		
Alain Savard	1.7 Conseiller	19 440	9 720		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 33 530 \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ 202 247 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Règlement 2022-20

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2019-11-402
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-12

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 346
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 168
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-10

Nom du signataire : Anne-Marie Duval

Fonction du signataire : Directrice des finances par intérim

Date de transmission au Ministère : 2025-06-16

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-16 10:30

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	35 562 009	40 190 000	43 705 388	794 907	44 079 406
Investissement	2	2 216 104		2 306 522		2 306 522
	3	37 778 113	40 190 000	46 011 910	794 907	46 385 928
Charges	4	33 806 825	36 103 700	40 802 562	670 376	41 052 049
Excédent (déficit) lié aux activités	5	3 971 288	4 086 300	5 209 348	124 531	5 333 879
Moins : revenus d'investissement	6	(2 216 104)	()	(2 306 522)	()	(2 306 522)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 755 184	4 086 300	2 902 826	124 531	3 027 357
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	5 287 034		5 222 962	186 715	5 409 677
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(3 211 158)	(3 628 300)	(3 595 115)	(193 732)	(3 788 847)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(857 917)	(600 000)	(213 088)	()	(213 088)
Excédent (déficit) accumulé	12	(379 836)	142 000	177 906		177 906
Autres éléments de conciliation	13	75 149		1 778 520		1 778 520
	14	913 272	(4 086 300)	3 371 185	(7 017)	3 364 168
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 668 456		6 274 011	117 514	6 391 525

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	10 441 246	10 954 732	11 379 132
Débiteurs	2	16 917 191	17 309 083	17 388 184
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5	4 996 203	3 417 865	3 417 865
	6	32 354 640	31 681 680	32 185 181
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		600 000	600 000
Créditeurs et charges à payer	9	7 497 434	9 253 452	9 382 143
Revenus reportés	10	1 393 169	1 061 252	1 122 897
Dette à long terme	11	58 452 829	59 310 605	64 150 993
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13	190 000	190 000	190 000
	14	67 533 432	70 415 309	75 446 033
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(35 178 792)	(38 733 629)	(43 260 852)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	114 651 349	123 478 761	130 227 463
Autres	17	1 082 320	1 019 093	1 033 788
	18	115 733 669	124 497 854	131 261 251
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	9 554 428	13 932 704	14 115 318
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 637 612	1 814 899	1 862 686
Réserves financières et fonds réservés	21	2 699 895	1 924 586	2 058 503
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	1 619 686)(	1 091 569)(	1 091 569)(
Financement des investissements en cours	23	(1 360 578)	(6 212 908)	(6 212 908)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	69 643 206	75 396 513	77 268 369
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	80 554 877	85 764 225	88 000 399

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Auto assurance	1.1	1 000 000	1 000 000
▪ Pavage	1.2	742 287	600 000
▪ Disposition des boues	1.3	37 612	37 612
▪ Budget	1.4	35 000	
	2	1 814 899	1 637 612
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
	3	47 787	
	4	1 862 686	1 637 612
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues	5.1	61 957	40 143
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	6	65 970	
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	1 523 722	2 188 471
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	218 621	390 995
Organismes contrôlés et partenariats	10	67 947	67 947
Fonds local d'investissement			
	11		
Fonds local de solidarité			
	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection			
	13	120 286	80 286
Autres			
▪	14.1		
	15	2 058 503	2 767 842
	16	3 921 189	4 405 454

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	59 909 989
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	68 618 461

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	171 057	255 257
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	54 582 361	54 092 590
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 221 057	2 842 710
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 615 071	6 764 021
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	64 589 546	63 954 578

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	29 098 751	34 019 034	33 218 495	33 218 495
Compensations tenant lieu de taxes	13	687 920	623 681	623 560	623 560
Quotes-parts	14				
Transferts	15	908 494	1 385 672	2 354 276	2 354 761
Services rendus	16	1 445 435	1 305 113	1 371 845	1 721 999
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 892 783	2 331 470	2 370 299	2 370 299
Autres	18	528 626	525 030	3 766 913	3 790 292
	19	35 562 009	40 190 000	43 705 388	44 079 406
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	52 156		2 056 522	2 056 522
Autres	23	2 163 948		250 000	250 000
	24	2 216 104		2 306 522	2 306 522
	25	37 778 113	40 190 000	46 011 910	46 385 928

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	6 722 937	5 724 121	228 726	5 952 847	5 952 847	5 320 252
Sécurité publique							
Police	2	4 259 775	4 399 291		4 399 291	4 399 291	4 077 814
Sécurité incendie	3	2 784 866	2 850 713	170 078	3 020 791	3 020 791	2 060 078
Autres	4	58 541	191 612	108	191 720	191 720	95 428
Transport							
Réseau routier	5	3 928 213	3 437 690	2 289 920	5 727 610	5 727 610	5 448 179
Transport collectif	6	483 462	460 040	495	460 535	460 535	442 992
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 389 853	3 765 013	1 519 986	5 284 999	5 284 999	4 671 856
Matières résiduelles	9	2 314 052	2 502 615	14 924	2 517 539	2 517 539	2 324 189
Autres	10	300 132	282 145	5 372	287 517	287 517	407 671
Santé et bien-être	11	117 603	761 870		761 870	761 870	110 904
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 353 270	1 045 682	58 958	1 104 640	1 104 640	932 303
Promotion et développement économique	13	1 275 751	1 318 307		1 318 307	1 318 307	1 020 237
Autres	14	43 967	1 633 157		1 633 157	1 633 157	87 303
Loisirs et culture	15	6 118 142	5 290 108	934 395	6 224 503	6 354 834	5 292 210
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 953 136	1 917 236		1 917 236	2 036 392	1 735 149
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	36 103 700	35 579 600	5 222 962	40 802 562	41 052 049	34 026 565
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		5 222 962 (	5 222 962)			
	21	36 103 700	40 802 562		40 802 562	41 052 049	34 026 565

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 216 104	2 306 522		2 306 522
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 341 564)(	14 239 704)(	)	( 14 239 704)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	4 996 203)(	10 852)(	)	( 10 852)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 033 000	4 572 765		4 572 765
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	857 917	213 088		213 088
Excédent accumulé	6	2 263 677	2 353 415		2 353 415
	7	(183 173)	(7 111 288)		(7 111 288)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 032 931	(4 804 766)		(4 804 766)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14